



La Commune



Cristina au pays des merveilles

Argentine : dix ans après l' «Argentinazo»

Dix ans après le soulèvement populaire, l' "Argentinazo", de décembre 2001, nous donnons la parole à nos camarades Travailleurs (MST) en publiant l'Éditorial du dernier numéro d' "Alternativa Socialista" daté du 15 décembre 2011. La présidence de la République Argentine ne peut occulter le fait que la crise du capitalisme mondial touche déjà ce pays autour de l'exportation de produits agricoles en particulier le soja. Déjà dans son discours d'investiture, Cristina a fait allégeance au FMI et menace la classe ouvrière posant ainsi les bases d'un nouvel "Argentinazo", nécessairement

Dans son discours de réélection, le 10 décembre dernier, la Présidente a présenté un bilan de sa gestion et a dessiné à grands traits les contours de son orientation pour 2012. Le noyau dur de son allocution a mis à jour l'essence même de la méthode Kirchner, une construction politique intéressée de la réalité.

Comme socialistes et révolutionnaires, un de nos objectifs est d'essayer d'apporter la clarté politique aux militants du mouvement ouvrier, populaire et jeunes. Dans ce sens, face au discours de Cristina, nous devons essayer de balayer l'écume de la surface pour mettre au jour la vérité sur ses plans.

Avant l' " Argentinazo " de 2001, les dirigeants patronaux pouvaient déclarer impunément comme Menem, que " si dans la campagne électorale je disais ce que je vais faire, personne ne voterait pour moi " . Aujourd'hui le peuple travailleur n'accepterait une semblable provocation. C'est pour ça que Cristina a dû recouvrir sous une cellophane progressiste son paquet de mesures qui ne sont rien d'autre qu'une lettre d'amour à la droite. En l'absence de représentants syndicaux et des cadres péronistes, elle fut applaudie par des fonctionnaires obséquieux et des jeunes permanents, qui sont au centre d'un scandale avec la police de Buenos Aires.

Pour les patrons et le FMI

Avec des chiffres et des statistiques, elle prétendit démontrer les progrès du gouvernement " national et populaire ". Mais en dehors de sa manipulation de ses nombres, la Présidente ne fit aucune

allusion à l'augmentation des tarifs des services publics causé par la diminution des subventions, ni à l'inflation galopante, ni au plafond salarial qu'elle prétend imposer. Par contre, elle parla et en quels termes, de deux question clés : la dette extérieure et le droit de grève.

En ce qui concerne la dette extérieure, force est de constater que les gouvernements des Kirchner furent ceux qui payèrent le plus et au comptant de tous les gouvernements depuis la dictature militaire génocide. Malgré ces paiements scrupuleux cette dette a continué de s'accroître pour atteindre aujourd'hui : 180 000 millions de dollars. Un tel transfert de richesse aux usuriers de la Banque Mondiale fut présenté ... comme une politique d'indépendance nationale ! Une jonglerie verbale pour dissimuler un abandon honteux. Obama qui exige plus et encore plus, sait qu'au-delà de cette rhétorique mensongère, le gouvernement national Kirchner est obéissant et qu'il paye bien.

Contre la classe ouvrière

Le second paramètre qui identifie la nature réelle de ce gouvernement est sa position face aux travailleurs, aux jeunes et aux secteurs populaires, leurs luttes et leurs droits démocratiques. Dans son discours, Cristina fit assaut de menaces de nervis. Sans fard, elle attaqua violemment le droit de grève. Les grands entrepreneurs et leurs dirigeants politiques ont bien apprécié et l'impérialisme est satisfait. Il s'agit d'une politique d'intimidation préventive contre la classe ouvrière parce qu'elle sait bien que la crise internationale la pousse à prendre des mesures d'austérité qui un peu plus tard ou un peu plus tôt alimenteront la révolte et la résistance ouvrière et populaire. Comme si cela n'était pas suffisant de criminaliser la protestation sociale, elle veut aller encore plus loin.

Nos propositions

Dans le contexte de cette conjoncture politique et prévoyant une perspective de plus grands conflits et de changement brusques, les Socialistes du MST proposent à tous les militants du pays trois tâches fondamentales. En premier, la nécessité de soutenir et d'impulser avec toutes leurs forces chaque lutte ouvrière, populaire ou étudiante qui se présente. En second, diffuser et expliquer nos proposition alternatives pour que la crise économique et ses conséquences journalière ne soient pas payées par le peuple, mais par leurs responsables : les capitalistes. En trois nous les invitons à s'engager dans notre parti, le MST parce que le militantisme sur le

plan social est insuffisant si nous ne l'accompagnons pas de la construction d'une alternative politique pour des changements de fond et anticapitalistes.

Le problème c'est que nous vivons dans un monde en crise, et l' Argentine n'en est pas à l'abri, et non dans le pays des merveilles que veut nous vendre Cristina.

(Traduction Elie Cofinhal)

15 décembre 2011.

Modifié le mercredi 28 décembre 2011

Voir aussi dans la catégorie Argentine



« La victoire de la légalisation de l'avortement renforce toutes les luttes de genre »

Le 30 décembre dernier, la légalisation de l'avortement, qui a été l'objet d'une lutte acharnée des femmes argentines depuis des décennies, a été votée par le Sénat argentin. C'est une... »



Alternativa Socialista 775

Tareas para el año que comienza Las dos crisis. Para hacer un balance del año que termina no puede pasarse por alto que estuvo marcado por dos crisis de magnitud histórica. La sanitaria... »



Le vent de la révolution souffle sur le monde

La situation mondiale vit un changement évident, avec des explosions, des révoltes et des révolutions. Ses causes, ses caractéristiques, ses défis. »



Réforme des retraites en Argentine : le bras de fer



En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>



Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>



Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins... >>
